

**Audit – Bureau de Nantes**  
5 rue Albert Londres  
BP 20303

44303 Nantes Cedex 3

T : +33 (0)2 40 50 12 61

[www.bakertilly.fr](http://www.bakertilly.fr)

## **SOLIHA PAYS DE LA LOIRE**

Association  
Siège social : 312 avenue René Gasnier  
49000 ANGERS

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Assemblée générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2023

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.  
Siège social : 4 rue Papiau de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



---

## **SOLIHA PAYS DE LA LOIRE**

Association  
Siège : 312 avenue René Gasnier  
49000 ANGERS

---

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Assemblée générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2023

À l'Assemblée Générale de l'association SOLIHA PAYS DE LA LOIRE,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association SOLIHA PAYS DE LA LOIRE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nantes, le 21 juin 2024

Le Commissaire aux Comptes  
Baker Tilly STREGO

*Christine BLANLOEIL*

✓ Certified by  yousign

Christine BLANLOEIL

## Bilan Actif

		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement	43 381	43 381		
	Frais de recherche et de développement	367 876	350 380	17 495	29 159
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	102 358	58 786	43 572	63 215
	Autres immobilisations incorporelles (1)	200 091		200 091	200 091
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	35 829		35 829	39 650
	Constructions	5 821 924	2 239 725	3 582 199	3 777 162
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	1 241	1 241		
	Autres immobilisations corporelles	3 622 407	1 043 228	2 579 179	2 713 034
	Immobilisations corporelles en cours	10 221		10 221	15 000
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	37 108		37 108	36 841
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	6 711		6 711	8 461
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	79 533		79 533	79 474
TOTAL ( I )		10 328 682	3 736 742	6 591 940	6 962 087
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				2 400
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 343 396	68 589	1 274 807	1 455 870
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	192 805	39 131	153 674	329 670
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	2 673 923		2 673 923	3 561 224
	Charges constatées d'avance	113 777		113 777	62 971
	TOTAL ( II )	4 323 901	107 720	4 216 181	5 412 134
	Frais d'émission d'emprunt à étaler ( III )				
	Primes de remboursement des obligations ( IV )				
	Ecart de conversion actif ( V )				
TOTAL ACTIF (I à V)		14 652 582	3 844 462	10 808 121	12 374 221
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					21 211
(3) dont à plus d'un an					

## Bilan Passif

		31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	50 000	50 000
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	168 778	168 778
	Réserves pour projet de l'entité	515 245	515 245
	Autres		
	Report à nouveau	(516 389)	348 175
	Excédent ou déficit de l'exercice	(848 319)	(864 564)
Total des fonds propres (situation nette)		(630 684)	217 634
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	3 482 360	3 615 751
	Provisions réglementées		
Total des autres fonds propres		3 482 360	3 615 751
Total des fonds propres		2 851 675	3 833 386
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
Total des fonds reportés et dédiés			
Provisions	Provisions pour risques	12 500	39 650
	Provisions pour charges	97 045	74 248
Total des provisions		109 545	113 898
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	4 501 707	4 888 763
	Emprunts et dettes financières divers	49 378	47 476
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	426 188	343 753
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	1 677 824	2 095 645
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		462
	Autres dettes	814 638	875 203
	Produits constatés d'avance	377 165	175 635
	Total des dettes	7 846 901	8 426 938
	Ecarts de conversion passif		
TOTAL PASSIF		10 808 121	12 374 221
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(848 318,64)	(864 564,25)
(1) Dont à moins d'un an		3 327 699	4 058 748
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			25 839

Mission de présentation avec rapport de l'Expert-Comptable

Compte de Résultat <sup>1/2</sup>

		31/12/2023	31/12/2022
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	880	720
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	6 617 418	6 824 168
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	160 000	156 000
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	496 895	390 211
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	166 238	280 565
Total des produits d'exploitation		7 441 430	7 651 664
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	2 289 111	2 132 914
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	435 475	458 353
	Salaires et traitements	3 691 768	4 028 680
	Charges sociales	1 349 376	1 534 834
	Dotation aux amortissements et dépréciations	442 363	683 375
	Dotation aux provisions	37 054	83 689
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	22 301	128 236
Total des charges d'exploitation		8 267 448	9 050 081
RESULTAT D'EXPLOITATION		(826 018)	(1 398 417)

Compte de Résultat <sup>2/2</sup>

		31/12/2023	31/12/2022
RESULTAT D'EXPLOITATION		(826 018)	(1 398 417)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	10 819	1 764
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	7 950	7 950
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		18 769	9 714
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	85 020	46 629
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		85 020	46 629
RESULTAT FINANCIER		(66 250)	(36 915)
RESULTAT COURANT avant impôts		(892 268)	(1 435 333)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	29 840	86 735
	Sur opérations en capital	130 133	1 401 548
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		94 055
	Total des produits exceptionnels	159 973	1 582 338
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	112 203	133 343
	Sur opérations en capital	3 820	700 314
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		177 912
	Total des charges exceptionnelles	116 024	1 011 570
RESULTAT EXCEPTIONNEL		43 950	570 768
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		7 620 173	9 243 715
TOTAL DES CHARGES		8 468 492	10 108 280
EXCEDENT ou DEFICIT		(848 319)	(864 564)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Mission de présentation avec rapport de l'Expert-Comptable



# ANNEXE

# Règles et Méthodes Comptables

« Par souci de simplification, les informations obligatoires mais non applicables au présent dossier et celles jugées non significatives ne sont pas présentées »

L'exercice social clos le **31/12/2023** a une durée de **12** mois.

L'exercice précédent clos le **31/12/2022** avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de **10 808 121 €**.

Le résultat net comptable est de **-848 319 €**.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 24 avril 2024 par les membres du conseil d'administration.

Par dérogation aux principes comptables de présentation, les charges et produits sur exercices antérieurs sont présentés avec les charges et produits exceptionnels. Ainsi, ils ne perturbent pas les charges et produits d'exploitation

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptable d'un exercice sur l'autre ;
- Indépendance des exercices,
- et conformément aux règles et méthodes générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

## Changements de méthode et de présentation des comptes

Néant.

## Présentation de l'association

Acteurs de l'économie sociale et solidaire, SOLIHA est le premier mouvement associatif du secteur de l'amélioration de l'habitat. Les activités de l'associations sont reconnues service sociale d'intérêt général. SOLIHA est présent aux côtés de ceux qui veulent améliorer les conditions d'habitat des populations défavorisées, fragiles et vulnérables et revitaliser les bourgs et quartiers dégradés.

L'association SOLIHA Pays de la Loire, s'inscrit dans le réseau SOLIHA national avec des actions tant pour le grand public que pour les collectivités locales.

Les métiers pour le grand public et les collectivités locales

- La réhabilitation accompagnée ;
- l'accompagnement des personnes ;
- la gestion locative sociale ;
- la production d'habitat d'insertion ;
- Et plus spécifiques pour les collectivités locales, la conduite de projets de territoire.

# Règles et Méthodes Comptables

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

## Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

Selon les termes du règlement C.R.C. du 3/11/2005, il est fait application de l'annexe simplifiée. En conséquence, les principes suivants sont appliqués :

- Amortissement des immobilisations non décomposables selon la durée d'usage ;
- Approche par la méthode des composants et prise en compte de la valeur résiduelle dès lors qu'elles sont significatives et déterminées de manière fiable.

## Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

## Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## Subventions d'investissement (affectées à des biens non renouvelables par l'association)

Les subventions d'investissement sont intégrées au résultat par quote-part au même rythme que les amortissements des biens qu'elles financent. Ces subventions sont inscrites au bilan à la date de leur notification.

Par dérogation, la quote-part d'investissement virée au compte de résultat est imputée dans le compte 757100 (au lieu du compte 777000). Ceci afin d'obtenir une meilleure lecture du résultat d'exploitation.

## Fonds dédiés

Lorsqu'une subvention de fonctionnement inscrite, au cours de l'exercice au compte de résultat dans les produits, n'a pas pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'organisme envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « engagements à réaliser sur ressources affectées » (compte 6894) et au passif sous le compte « fonds dédiés » (compte 194).

Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « Report des ressources non utilisées sur les exercices antérieurs » (compte 7894).

## Production immobilisée

Compte tenu de son objet social et au titre des opérations d'assistance à maîtrise d'ouvrage qu'elle réalise, l'association SOLIHA PAYS DE LA LOIRE peut être amenée, dès lors qu'elle réalise ce type d'opération sur son propre patrimoine immobilier, à activer les coûts engagés par elle-même sur les opérations, par l'enregistrement d'une production immobilisée.

Au titre de 2023, un montant de 5 000 € a ainsi été enregistré au résultat, sur un bail à réhabilitation.

# Règles et Méthodes Comptables

## Fiscalité de l'association

Les activités de l'association sont en totalité assujetties aux impôts commerciaux.

- les prestations liées à l'habitat social sont exonérées de TVA.
- les prestations de nature commerciale sont assujetties à la TVA.

## **Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés**

Selon l'article 20 de la loi n° 2006-486 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement collectif, nous vous informons que la rémunération des cadres dirigeants bénévoles et salariés a été la suivante au titre de l'exercice :

- Rémunération globale : 142 145 €

## **Effectif moyen**

Catégories de salariés	31/12/2022	31/12/2023
Cadres et assimilés	27	24
Employés et contrats aidés	92	74
<b>TOTAL</b>	<b>119</b>	<b>98</b>

## **Autres engagements**

### Engagement en matière de pensions et retraite

Le montant de l'engagement en matière de retraite à la clôture de l'exercice s'élève à 198 740 €.

Cet engagement ne fait pas l'objet d'une provision pour charges.

La méthode retenue pour l'exercice est conforme aux recommandations de l'ordre des Experts Comptables et du Conseil National de la comptabilité (n°2003 R 01). Elle tient compte des éléments principaux suivants :

- Départ probable à 62 ans ou 65 ans selon l'âge du personnel
- Intégration des charges sociales (départ à l'initiative du salarié)
- Augmentation annuelle des salaires de 1 % constant
- Taux d'actualisation et de revalorisation : 3.18 %
- Taux de rotation : 1% constant
- Méthode de calcul : Rétrospective prorata temporis
- Convention collective : habitat et personnels PACT et ARIM
- Table de mortalité : INSEE 2010-2012

A titre informatif, la gestion des indemnités de fin de carrière est partiellement externalisé auprès de Quatrem.

Au 31/12/2023, les fonds disponibles sont de 31 731.23€.

## Règles et Méthodes Comptables

### Faits significatifs de l'exercice

Aucun fait significatif n'est à mentionner.



## Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	411 257					411 257
	Autres	319 952				17 502	302 450
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	731 209				17 502	713 706
CORPORELLES	Terrains	39 650				3 820	35 829
	Constructions sur sol propre	1 378 311				3 429	1 374 881
	sur sol d'autrui	4 261 632		16 007		3 077	4 274 562
	instal. agencet aménagement	197 414		4 993		29 925	172 481
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 241					1 241
	Instal., agencement, aménagement divers	3 254 879		11 623		2 519	3 263 984
	Matériel de transport	130 646		1 100			131 746
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	269 618				42 941	226 677
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours	15 000		46 259	36 038	15 000	10 221
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	9 548 391		79 982	36 038	100 712	9 491 623
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	36 841		822		555	37 108
	Autres titres immobilisés	8 461				1 750	6 711
	Prêts et autres immobilisations financières	79 474		5 638		5 579	79 533
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	124 777		6 460		7 884	123 352
TOTAL		10 404 376		86 442	36 038	126 098	10 328 682

## Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	382 098	11 664		393 762
	Autres	56 646	2 140		58 786
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	438 744	13 804		452 547
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	1 048 881	45 617	33 355	1 061 142
	sur sol d'autrui	1 011 314	167 512	244	1 178 582
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 241			1 241
	Autres instal., agencement, aménagement divers	681 535	108 726	2 519	787 743
	Matériel de transport	95 575	11 702		107 278
	Matériel de bureau, mobilier	164 999	27 565	44 357	148 207
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		3 003 546	361 122	80 474	3 284 194
TOTAL		3 442 289	374 926	80 474	3 736 742

## Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMENTEES	Couverture du besoin en fonds de roulement Provisions pour renouvellement des immobilisations Provisions pour hausse des prix Provisions pour amortissements dérogatoires Réserves des plus-values nette d'actif Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	5 941		5 941	
	Pour garanties données aux clients	8 990	8 000	4 490	12 500
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	20 209	28 992	6 195	43 006
	Autres	78 759		24 719	54 039
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	113 898	36 992	41 345	109 545
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations  incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients	201 532	38 874	171 816	68 589
	Autres	2 141	39 131	2 141	39 131
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	203 672	78 005	173 957	107 720
TOTAL GENERAL		317 570	114 997	215 302	217 265
Dont dotations et reprises  - d'exploitation - financières - exceptionnelles			90 673	190 916	



## Créances et Dettes

		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	79 533		79 533
	Clients douteux ou litigieux	69 602	69 602	
	Autres créances clients	1 273 794	1 273 794	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	41 714	41 714	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	418	418	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	26 526	26 526	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	6 581	6 581	
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	117 567	117 567	
	Charges constatées d'avances	113 777	113 777	
	TOTAL DES CREANCES	1 729 511	1 649 978	79 533
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	4 501 707	334 290	1 635 054	2 532 364
	Emprunts et dettes financières divers	44 783	44 783		
	Fournisseurs et comptes rattachés	426 188	426 188		
	Personnel et comptes rattachés	362 633	362 633		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	435 546	435 546		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	129 202	129 202		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	750 443	398 659	351 784	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés	4 595	4 595		
	Autres dettes	814 638	814 638		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	377 165	377 165		
	TOTAL DES DETTES	7 846 901	3 327 699	1 986 838	2 532 364
Emprunts souscrits en cours d'exercice		281 920			
Emprunts remboursés en cours d'exercice		659 361			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

## Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Fonds dédiés				
Conférence des financeurs				
TOTAL				

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Dons manuels				
Total				
Legs et donations				
Total				
TOTAL				

## Produits et Charges exceptionnels

		31/12/2023
Total des produits exceptionnels		159 973
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		29 840
Produits except.ex. antérieurs	29 840	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		130 133
Produits des cessions d'élémen	130 133	
Total des charges exceptionnelles		116 024
Charges exceptionnelles sur opération de gestion		112 203
Amendes et pénalités	1 331	
Charges except.exerc. antér.	110 872	
Charges exceptionnelles sur opération en capital		3 820
VCEAC	3 820	
Résultat exceptionnel		43 950

## Engagements financiers

	31/12/2023	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus			
Avals, cautions et garanties			
Cautions collectivités territoriales et municipalités			1 811 823
Nantissements		12 900	
		12 900	1 811 823
Engagements de crédit-bail			
Engagements en pensions, retraite et assimilés			
Autres engagements			
Intérêts sur emprunts à payer (horizon 31.12.2029)		501 853	
		501 853	
Total des engagements financiers (1)		514 753	1 811 823
(1) Dont concernant :			
Les dirigeants			
Les filiales			
Les participations			
Les autres entreprises liées			

## Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2022	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise	50 000				50 000
Ecarts de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles	168 778				168 778
Réserves pour projet de l'entité	515 245				515 245
Autres réserves					
Report à nouveau	348 175	(864 564)			(516 389)
Excédent ou déficit de l'exercice	(864 564)	864 564		848 319	(848 319)
Situation nette	217 634			848 319	(630 684)
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	3 615 751		44 829	178 221	3 482 360
Provisions réglementées					
TOTAL	3 833 386		44 829	1 026 539	2 851 675